

## Les Français, l'engagement, la confiance et la démocratie

Sciences Humaines hors-série n°24, mai-juin 2019  
Baromètre de la confiance politique, CEVIPOF, 2019

*Note de lecture établie par Pierre-Yves Guihéneuf, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, juillet 2019. Cette note ne constitue pas une critique ni ne présente les opinions de l'auteur, mais vise à résumer ce qu'il a retenu de la lecture d'articles. Elle est donc nécessairement subjective et n'engage que lui.*

***En quoi croient les Français et en quoi ne croient-ils plus ? La revue Sciences Humaines publie dans son hors-série n°24 plusieurs articles sur ce sujet. Pierre Bréchon analyse les résultats d'une enquête sur les valeurs des Européens qui met en avant l'altruisme et la tolérance mais également l'érosion de la confiance dans la démocratie. Anne Muxel publie quant à elle une analyse sur l'esprit civique des jeunes. Dominique Rousseau propose des pistes pour renouveler la démocratie.***

***Ces articles font écho au Baromètre de la confiance politique publié par Madani Cheurfa et Flora Chanvril du CEVIPOF dont quelques résultats sont résumés ici.***

### Des Français tolérants, altruistes et qui commencent à douter de la démocratie

L'enquête qualitative *European Values Studies* réalise tous les dix ans des sondages d'échantillons représentatifs de la population qui montrent l'évolution des valeurs auxquels sont attachés les Européens et notamment les Français.

Les valeurs associées à l'individualisation et à la sécularisation de nos sociétés continuent de progresser et la tolérance est la contrepartie logique de la liberté revendiquée par chacun. C'est le cas notamment de la libéralisation des mœurs : le divorce, l'avortement, l'homosexualité ou le suicide sont mieux acceptés qu'autrefois. Mais l'individualisation n'est pas l'égoïsme : la considération pour les autres augmente sensiblement. Cela concerne l'attitude envers les personnes âgées, les malades, les handicapés, les immigrés, les étrangers, les personnes affichant des convictions religieuses différentes. La tolérance est donc de mise dans l'espace privé. Dans l'espace public, la justice sociale est une valeur en hausse, ainsi que la critique des incivilités.

Cependant, les valeurs démocratiques restent fragiles. La politisation n'est pas en baisse mais les opinions sont plus critiques et moins conformistes. Le désir de s'exprimer et d'avoir voix au chapitre est très fort. La grande majorité (89%) des Français pensent que la démocratie est un bon ou assez bon système politique, mais 48% pensent aussi qu'un système où les experts décident à la place des élus est positif et 23% estiment qu'un gouvernement fort qui ne se préoccuperait pas des élections ni du Parlement serait une bonne chose.

Seulement 27% des Français sont satisfaits du système politique actuel - la confiance dans le Parlement étant passée de 48% en 1981 à 34% aujourd'hui - et ils sont très pessimistes sur la capacité des élus à résoudre les problèmes du citoyen ordinaire.

### **Comment l'esprit civique vient aux jeunes**

Anne Muxel se base sur plusieurs enquêtes pour estimer que, si les jeunes sont porteurs d'une défiance globale envers la sphère publique, ils sont aussi portés par l'optimisme. Quelle vision ont-ils de la citoyenneté ? Celle-ci tient en quatre points.

1. Leur sentiment d'appartenance combine une conscience planétaire affirmée et un fort ancrage sur un territoire de proximité. Entre les deux, l'échelon national et l'échelon européen ne font pas partie des priorités.
2. La mobilité géographique, les envies de départ et même d'une vie dans un autre pays concernent une majorité de jeunes.
3. La diversité de leurs références culturelles dépasse très largement le seul cadre national.
4. Un sentiment de vulnérabilité dû notamment à la précarisation de l'emploi fragilise le sentiment de trouver une place dans la société et d'y être reconnu, ce qui questionne le lien civique.

Le civisme et l'engagement chez les jeunes ont pour moteur l'émotion, beaucoup plus que la morale ou le sens du devoir. C'est ce que l'on constate par exemple à travers l'engagement écologique. Les jeunes se politisent dans le cadre d'une citoyenneté critique, mêlant une défiance généralisée envers les institutions, un affaiblissement de la norme civique (le devoir de voter par exemple) et une culture contestataire. Les engagements bénévoles sont en hausse, y compris dans la défense nationale et le service civique.

Néanmoins, ces tendances globales doivent être relativisées au regard des inégalités sociales. Les jeunes socialement et économiquement les plus fragiles sont très critiques envers la démocratie. Ils peuvent alors pencher, soit vers l'indifférence civique, soit vers la radicalité.

### **2009-2019 : la crise de la confiance politique**

Selon le baromètre de la confiance politique établi chaque année par le CEVIPOF, la période 2009-2019 a été une décennie noire pour la confiance politique en France.

La lassitude, la méfiance et la morosité ont plombé l'état d'esprit et ont dominé les sentiments. La confiance en soi est fragile et dégradée par les sentiments négatifs. La décennie écoulée est celle d'un fragile optimisme individuel et d'un fort pessimisme collectif. De fait, quand on ne croit plus en un destin collectif, l'individualisme devient une norme sociale. Cela se traduit par une grande confiance au sein des cercles intimes et familiaux, mais faible à l'égard des plus éloignés de soi : si l'on peut être tenté de faire confiance à autrui, ce sera toujours avec prudence. Ainsi, les Français n'envisagent plus l'avenir avec confiance et peinent à s'y projeter positivement.

Inévitablement, la politique est affectée par cet état d'esprit morose. Si l'intérêt pour la politique est bien assuré chez les Français, la méfiance et le dégoût dominent largement. Les responsables politiques, de gauche comme de droite, sont rejetés car perçus comme indifférents et corrompus. Si l'attachement à la démocratie reste fort, les critiques sont nombreuses. Il n'y a pas de meilleur régime, mais il y a de nombreux motifs de doléances sur le fonctionnement de notre démocratie. Ces dysfonctionnements entretiennent efficacement la défiance politique à l'encontre des acteurs politiques. Cependant, au cours de la période 2009-2019, ce rejet ne s'applique pas à tous les acteurs

de notre vie politique et sociale. En effet, certains ont été crédités de niveaux de confiance supérieurs à 50% : un seul - le maire - du côté des acteurs élus ou de gouvernement et plusieurs du côté des acteurs sociaux et économiques comme les hôpitaux, les PME ou l'armée. Ont été épargnés par la défiance et le rejet, ceux qui assurent des fonctions de proximité, mènent des missions de protection et sont considérés comme bienveillants et compétents.

### **Rénover la démocratie**

Le citoyen, pourtant abondamment cité, est le grand absent des formes politiques contemporaines. Nos sociétés ont besoin de consommateurs, de travailleurs, d'électeurs mais pas de citoyens. Cependant, le régime représentatif que nous connaissons aujourd'hui dysfonctionne du fait de la fracture entre gouvernants et gouvernés. Faut-il faire le choix de la démocratie directe ? Ce système a ses limites et peut conduire à des formes autoritaires et populistes de gouvernement. Il ne faut donc pas jeter le bébé avec l'eau du bain : le système représentatif a ses vertus et peut être amélioré.

Dominique Rousseau propose d'inscrire dans la constitution de nouvelles institutions : les assemblées délibératives de citoyens, qui regrouperaient tous les citoyens d'une circonscription électorale. Elles seraient permanentes et examineraient les projets de loi avant leur passage devant l'Assemblée nationale et le Sénat. Quant au Conseil économique, social et environnemental (CESE), il serait transformé pour devenir une Assemblée des citoyens. Il organiserait la consultation du public, accueillerait leurs pétitions, serait saisi des projets de loi à caractère économique, social ou environnemental et donnerait un avis avant celui du Conseil d'Etat et avant délibération du Conseil des ministres. Enfin, il conviendrait de reconnaître le statut constitutionnel de lanceur d'alerte civique, afin de permettre aux citoyens de porter sur la place publique les dysfonctionnements, conflits d'intérêt et manœuvres obscures dont ils auraient connaissance. En inscrivant de façon pérenne l'action des citoyens dans les institutions, on construirait ainsi une « démocratie continue ».

*Pierre Bréchon est professeur émérite de science politique, chercheur au laboratoire Pacte (Science Po Grenoble et CNRS).*

*Anne Muxel est directrice de recherche au CEVIPOF (Sciences Po et CNRS).*

*Madani Cheurfa est secrétaire général du CEVIPOF.*

*Flora Chanvrlil est responsable des études statistiques du CEVIPOF.*

*Dominique Rousseau est professeur à l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne, directeur de l'Institut des sciences juridiques et philosophiques de la Sorbonne.*

### **Sources**

[Revue Sciences Humaines](#)

[Baromètre de la confiance politique](#)